DIAL 3522

BRÉSIL - CPT Tocantins : nos activités en 2019

Xavier Plassat

vendredi 31 janvier 2020, mis en ligne par Dial

DIAL reproduit régulièrement la « lettre aux amis » que Xavier Plassat envoie chaque fin d'année pour donner des nouvelles des actions de la Commission pastorale de la terre dans le Tocantins, et au-delà [1]. Cette année, il a joint à sa lettre, plus brève que d'habitude, un texte élaboré à partir des rapports de fin d'année préparés par l'équipe de la CPT. C'est ce texte que nous reprenons ici, en complément de l'entretien réalisé par Leneide Duarte-Plon publié dans le numéro de novembre. Les lecteurs trouveront en fin d'article un fichier pdf préparé par l'auteur avec des photos des actions décrites ci-dessous.

L'année 2019 a été très lourde à vivre ici au Brésil, en particulier pour la population paysanne. De nombreuses communautés rurales vivent dans un climat d'intensification des violences, des expulsions et des effets induits par l'expansion désormais sans frein de l'agrobusiness. Les pouvoirs, locaux et nationaux, orientés par des principes ouvertement rétrogrades (jusqu'à nier le changement climatique), assument des positions clairement contraires aux intérêts des populations pauvres, spécialement des campagnes, mettant à mal la protection de l'environnement, le droit des populations traditionnelles à leurs territoires, les systèmes de protection sociale. On assiste à une « démolition » cynique et galopante des politiques publiques construites au cours des 25 dernières années, à une prolifération sans précédent des discours de haine et de discrimination qui ouvrent la voie à toutes sortes de violences. Le silence ou l'incompétence d'une grande partie des pouvoirs judiciaire et législatif n'en sont que plus préoccupants.

Récemment, le monde entier a pu assister, sidéré et quasi impuissant, à la criminalisation des courageux défenseurs des forêts d'Amazonie contre le saccage illégal de bois précieux, l'exploitation minière sans frein et la banalisation de l'invasion des terres indiennes. Le président Bolsonaro lui-même traite les paysans, en particulier s'ils sont afro-descendants ou indiens – c'est-à-dire la grande majorité d'entre eux – comme des bandits, des incompétents, des paresseux, des arriérés.

En face, il y a les actions de résistance menées courageusement par des secteurs de la société encore trop minoritaires : un travail de base que notre équipe CPT du Tocantins accompagne localement dans une vingtaine de communautés paysannes dont les membres partagent le même rêve : vivre dans la dignité ! Ils ont en commun de croire qu'il est possible de mettre en œuvre un projet collectif conscient, éthique, responsable, attentif aux nécessités des hommes, des femmes, des jeunes et des moins jeunes, et de la planète. Le savoir, la foi et l'expérience de toutes nos « Marias » et de tous nos « Franciscos » balisent ce chemin de résistance et d'invention.

1.- CPT et communautés mobilisées contre l'esclavage moderne

1.1.- Nova Olinda (Tocantins), programme RAICE : réseau de vigilance en action

Dans la commune de Nova Olinda, notre Campagne nationale contre le travail esclave développe, à titre de « pilote », un programme nouveau appelé RAICE – Réseau d'action intégrée pour combattre l'esclavage. Ce programme – également implanté dans 6 autres communes des États du Maranhão et du Pará – a été construit à partir de recherches qui ont identifié les problèmes sociaux qui mettent les

familles en situation de vulnérabilité face au travail esclave. Un gros facteur de risque est la constante migration à la recherche de travail, associée au problème structurel de la concentration des revenus et de la terre. À partir de ces prémisses la stratégie du RAICE consiste en l'articulation initiale d'un réseau d'action intégrée impliquant les acteurs publics et la société civile, afin de développer la vigilance et mettre en œuvre des actions visant à réduire les vulnérabilités au travail esclave. Notre stratégie consiste également à investir dans la formation des familles pour les aider à comprendre leur propre situation et favoriser la construction d'alternatives qui réduisent leur vulnérabilité, de sorte qu'elles deviennent moins dépendantes de relations de travail de pure et brutale exploitation.

À Nova Olinda, cette année, le point fort a été l'action menée auprès des familles avec le concours des services d'assistance sociale et de santé. Au cours de cette période nous avons réalisé des visites à domicile avec la participation du coordinateur local du programme Raice (Evandro, éducateur de la CPT [2]), d'un psychologue, d'un travailleur social et d'un agent de santé lié aux quartiers visités (Bueno, Cardoso et São Francisco).

Un premier diagnostic fait par les agents de santé, en amont de ces visites, sur la situation de travail et d'autres aspects familiaux qui affectent ces quartiers avait constaté que de nombreuses familles vivent dans une totale dépendance des ressources provenant soit du programme d'allocations familiales soit de salaires à la journée pour des travaux occasionnels dans les fermes de la région ou en dehors. D'autres familles travaillent dans l'abattoir ou dans la briqueterie, deux grosses usines situées sur la commune. Pour être les seules options d'emploi formel, un système de dépendance s'est installé où les travailleurs sont tenus en otage et ne peuvent pas revendiquer leurs droits. Dans la briqueterie, de nombreux travailleurs sont exposés à des conditions de travail dégradantes, avec notamment des températures élevées, qui causent des maladies sérieuses.

À partir du diagnostic initial, les participants du Réseau ont fait un premier tri selon des critères tels que : expérience de migration, expérience de travail esclave, situation de chômage, revenu de base, niveau d'éducation, formation professionnelle. Ce dépistage a conduit à sélectionner 40 familles pour un deuxième diagnostic plus approfondi. On a pu constater, à cette occasion, que de nombreux foyers ont de très mauvaises conditions de logement, des problèmes d'alcool et d'autres drogues. Nous avons aussi mené des actions communautaires dans les quartiers, réalisé une fête des communautés et proposé une formation visant à dynamiser la capacité d'initiative.

Avec les membres du Réseau, nous organisons des réunions mensuelles, des réunions de planification des actions, des formations plus théoriques sur des sujets liés au projet, ainsi qu'une évaluation constante des progrès réalisés. Nous avons d'ores et déjà des résultats visibles : les services municipaux sont plus actifs et leur action mieux intégrée (vision intersectorielle), on note une plus grande sensibilité des agents de santé ce qui permet des échanges d'informations plus profonds avec les familles, par exemple sur la réalité du travail esclave. Le CRAS (Centre municipal de coordination des politiques d'assistance sociale) se fait plus proche des familles, proposant des actions dans les quartiers qui renforcent la confiance mutuelle entre communauté et services municipaux. Du côté du travail avec les familles, on observe : une plus grande implication des familles dans les actions proposées par le Réseau par le biais des services municipaux ; une meilleure connaissance et sensibilité des familles sur le travail esclave (des dénonciations commencent à poindre, ainsi que la recherche d'informations notamment auprès des agents de santé communautaire). Lors des conférences municipales, d'importants débats ont eu lieu sur les politiques publiques, avec une grande participation des familles, ce qui en retour provoque une demande accentuée auprès des services sociaux de la commune.

1.2.- Autres actions de prévention contre le travail esclave menées sur la région

– Le travail initié depuis plusieurs mois auprès d'un groupe de 20 immigrants vénézuéliens, récemment arrivés dans le Tocantins. Une réunion initiale avec le ministère public du travail, l'assistance sociale, le défenseur public et la CPT a permis d'organiser des actions concrètes visant à réduire la vulnérabilité de ces migrants. La première étape a été coordonnée par la CPT et a permis l'émission d'un titre de résidence, document essentiel car il permet à ces Vénézuéliens d'accéder aux politiques publiques et à un

contrat de travail formel. Nous avons ensuite suivi les entretiens d'embauche qui ont permis de recruter formellement 4 d'entre eux.

– Un projet développé avec l'école publique de Novo Horizonte (un gros village aux portes d'Araguaína), qui a permis aux élèves de différentes classes de se familiariser avec le sujet du travail esclave et a eu pour résultat la production d'une brochure racontant leurs expériences durant le projet.

– Une action directement destinée à des travailleurs libérés de situation d'esclavage par l'inspection du travail : nous avons ainsi accompagné 4 ouvriers agricoles de Nova Olinda, libérés dans une commune distante. Ce suivi a principalement concerné José, ouvrier saisonnier sans papiers. Avec le CRAS, nous avons obtenu pour lui une prise en charge pour des soins psycho-sociaux et son inscription au Registre national d'action sociale, la porte d'entrée pour tous les programmes sociaux. Nous avons aussi initié auprès du Défenseur public une procédure « d'émission tardive » des documents d'identité de José. Il a ainsi pu recevoir 3 mensualités d'assurance-chômage.

2.- La réforme agraire au point mort… mais la lutte pour la terre continue.

Nous accompagnons 23 groupes de paysans. Ils symbolisent la résistance de centaines de familles de *posseiros*, *quilombolas*, *assentados* et sans-terre pour leur droit à une vie paisible et digne sur leur lopin de terre. Au jour le jour, notre activité est faite de visites, réunions, actions de formation, rencontres, médiations, audiences de justice et audiences publiques. Au cours du semestre écoulé, 40 visites à des communautés rurales ont été réalisées par les membres de notre équipe. Le but est d'écouter les gens, soutenir les familles, partager des paroles de réconfort, clarifier les doutes, aider à analyser ce qui est en jeu, faciliter les procédures judiciaires et administratives en cours, liées à la lutte pour la terre ou aux violences qui en découlent, et travailler à renforcer l'organisation interne de la communauté.

Quelques-uns des sujets traités : l'organisation des femmes ; la sécurité alimentaire ; les violences subies par les femmes ; la formation pour les jeunes. Les thèmes centraux : l'identité paysanne ; l'agroécologie et la promotion d'activités de production qui puissent générer des revenus.

Les rencontres réalisées, une cinquantaine, ont concerné 2 campements de paysans sans-terre, 7 domaines récemment occupés, 7 territoires de *posseiros* plus traditionnels et 1 de *quilombolas* (descendants d'esclaves qui, au siècle dernier ou même avant, se sont rebellés et ont conquis une terre qu'ils tentent de défendre jusqu'à aujourd'hui), ainsi que 6 domaines de réforme agraire (qu'on appelle : *assentamentos*), avec pour objectifs : l'organisation interne du groupe ; les procès en cours pour la régularisation de la terre ; les politiques publiques. Dans ce travail nous devons être attentifs au rythme propre de chaque communauté, à son univers symbolique et religieux, à ses modes de production (souvent spontanément respectueux des concepts de l'agroécologie) et à toute l'expérience traditionnelle accumulée.

Autres activités réalisées en 2019 : 30 ateliers de formation portant sur les questions de genre, l'agroécologie, l'organisation interne, le coopérativisme, la documentation juridique ; des rencontres plus spécifiques : formation en 3 étapes pour les leaders du MAPITO (une articulation des États du Maranhão, Piauí et Tocantins : 3 États dotés d'amples savanes aujourd'hui envahies par l'agrobusiness, principalement du soja et de l'eucalyptus) ; célébration de la mémoire du martyre du Père Josimo Tavares, assassiné en 1986 dans le Bico do Papagaio, où il était curé et coordonna les débuts de l'action de la CPT (16e *Romaria da terra e das águas*) ; 5e Rencontre régionale d'agroécologie du Tocantins, à São Miguel do Tocantins ; 11e Réunion de formation des paysans et paysannes de la Coordination paysanne (réalisée dans la petite communauté de Serrinha, Barra do Ouro, une grande ferme occupée par des paysans sans-terre), à laquelle ont participé 200 paysans, pour débattre de leurs revendications prioritaires et définir une stratégie possible dans la conjoncture politique actuelle.

Dans le contexte actuel, il est important de maintenir fortes l'union et la solidarité entre les groupes en lutte et avec les organisations solidaires, une formation politique et sociale sérieuse est aussi nécessaire,

de même qu'une participation plus forte des jeunes et des femmes aux espaces de formation et aux réunions de la Coordination paysanne. De tout cela résulte un réel courant de confiance mutuelle et d'espérance, essentiel en ces temps critiques.

Au cours du semestre écoulé nous avons réalisé 86 interventions auprès d'organismes publics, sur des questions intéressant les groupes accompagnés. La concertation constante entre CPT, ministère public du travail et ministère public fédéral permet de garantir aux familles menacées une défense consistante.

Cette proximité permet également de mettre en œuvre un soutien décisif à des initiatives locales, comme celle du projet « Ubuntu » implanté dans la communauté quilombola du Grotão, grâce au versement d'indemnités compensatrices payées par des fermiers condamnés (travail esclave, violations de l'environnement). Grâce au forage d'un puits artésien, 19 familles de *posseiros*, issues d'un groupe possédant une impressionante tradition culturelle datant de la résistance à l'esclavage, peuvent à présent accéder à l'eau et travailler sur un grand potager communautaire, équipé d'un réseau d'irrigation. Leur production, essentiellement maraîchère, cultivée dans des conditions agroécologiques, est maintenant commercialisée par une chaîne de supermarchés de notre ville (Araguaína). Grâce à l'installation d'une fabriquette ad hoc, ils ont pu augmenter sensiblement leur production de farine de manioc, l'une des bases de l'alimentation locale. Dans la perspective d'une activité agroécologique intégrée, d'autres productions sont mises en valeur par le projet Ubuntu : pisciculture, élevage de volaille, plantation de manioc et de haricots. Symboliquement, le nom attribué au projet évoque la tradition de solidarité propre à la culture bantoue.

Encore quelques exemples des actions menées auprès de groupes spécifiques que nous accompagnons, groupes dont la permanence sur la terre implique une vigilance et une résistance constantes. Ils ont d'autant plus besoin de notre soutien. Même dans la situation précaire qui est la leur, ils résistent et produisent sur ce lopin de terre auquel ils s'identifient :

– La communauté Gabriel Filho (27 familles, commune de Palmeirante). Le groupe avait installé un campement à la lisière de la Ferme Freitas (où il résidait depuis 10 ans, avant d'en être expulsé au début de 2019, moyennant destruction de toutes les habitations). Une étude de faisabilité technique d'un *assentamento* a été demandée à plusieurs reprises à l'INCRA (Office national pour la réforme agraire), mais n'a jamais été mise en œuvre). Dès l'origine, la CPT a soutenu la communauté, aidant à l'organisation interne et à la prise d'initiatives. Au moyen de visites, réunions et ateliers, nous encourageons les paysans à ne pas abandonner la lutte pour leur territoire. Aujourd'hui plus que jamais, en dépit du découragement bien compréhensible.

– Le campement de Santa Maria (30 familles, commune de Nova Olinda). Il fait face à de constantes menaces et mesures d'intimidation de la part de la police militaire locale et d'exploitants forestiers agissant dans l'illégalité. La raison en est probablement la position combative des familles qui les conduit à dénoncer l'exploitation forestière illégale pratiquée sur la ferme dont ils revendiquent la transformation en *assentamento*. Ce groupe participe aux discussions de la Coordination paysanne et aux autres espaces de formation. Il n'entend pas laisser se normaliser la situation de violation dont il est témoin et victime presque chaque jour. La CPT soutient ces familles en divulguant leurs dénonciations, basées sur des preuves concrètes (vidéos, photos, procès verbaux).

– L'assentamento Antonio Moreira (commune d'Ananás, 182 familles). Le travail de la CPT y est centré sur la question des infrastructures communautaires, en particulier les routes, sujettes à inondation dès qu'arrive la saison des pluies. Devant l'inertie des autorités municipales, un petit groupe de résidents a réussi à mobiliser la communauté pour une action d'interdiction de la route départementale proche de l'*assentamento*. Après 32 heures de blocus et une centaine de participants occupant la voie, la municipalité a accepté de négocier. Avec la participation de la CPT aux négociations, au côté des familles, une solution a été trouvée qui permettra la mise en conformité des chemins vicinaux qui conditionnent l'accès à l'*assentamento*.

– Le territoire occupé par la communauté Tauá (Barra do Ouro, 20 familles d'occupants traditionnels et 60 d'occupants récents) souffre de constantes menaces et intimidations de la part de plusieurs planteurs de

soja, « *grileiros* » (accapareurs de terre) intéressés par ce domaine public riche en titres de « propriété » frauduleux. Une forme habituelle de faire pression sur les familles et de les pousser à abandonner la terre, est la destruction de leurs plantations. Récemment, l'un des *grileiros* a « lâché » 400 bœufs sur le champ communautaire, provoquant la destruction totale des cultures.

Nous élaborons actuellement un historique complet du conflit qui dure ici depuis des années, de manière à démontrer que, dans toutes les agressions subies par les *posseiros* – objets de procès-verbaux au cas par cas –, ceux-ci sont systématiquement traités comme agresseurs alors qu'en fait ils en sont les victimes constantes. Une intervention auprès du Commandement régional de la police militaire pour renforcer les rondes de police sur le terrain, devrait permettre à court-terme de réduire la fréquence et la violence des constantes provocations pratiquées à l'encontre des petits paysans par les hommes de main au service des *grileiros*.

3.- Alimenter l'espérance… Nos réunions internes entre membres des équipes CPT sont importantes pour confronter nos expériences et recharger nos batteries…

– Réunions de la Campagne nationale de la CPT « Ouvre l'œil pour ne pas devenir esclave ! » et formation des éducateurs. La dernière rencontre a eu lieu à Araguaína, en septembre : nous étions 35 éducateurs/éducatrices venus de 8 États différents. Ce genre de rencontre est réalisé 3 fois par an et s'accompagne d'une formation. Cette fois ce fut sur le thème de la signification actuelle de la réforme agraire, visant à intégrer de nouvelles dimensions telles que la diversité du profil des travailleurs qui luttent pour la terre et la diversité culturelle de leur relation à la terre et au territoire.

– Assemblée extraordinaire de la CPT visant à revivifier et rénover la mystique qui sous-tend notre action (Araguaína, 27/09/2019). Parmi les 47 participants, 35 agents de pastorale venus du Tocantins et du Pará, plus quelques leaders paysans et quelques proches partenaires.

– 24e Rencontre du Réseau national d'avocats et avocates populaires (RENAP), à Belém, les 23-27/10/2019, réunissant 130 avocats venus de tout le Brésil qui travaillent à la défense des groupes les plus vulnérables : sans-terre, Indiens, *quilombolas*, LGBTI, etc. Dans le contexte national de recul des droits fondamentaux, une telle rencontre revêtait bien sûr une grande importance politique.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3522.
– Source (français) : Texte envoyé par l'auteur le 19 décembre 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir pour les deux plus récentes : DIAL 3443 et 3482.

[2] Evandro, qui travaille avec la CPT depuis 2002 (il avait alors à peine 15 ans), sera en France du 9 au 30 mars, à l'invitation de la campagne de Carême du CCFD-Terre Solidaire, pour partager son expérience. Peut-être le rencontrerez-vous ?